12 juin 2008 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur l'aide de la France et de la communauté internationale au maintien de la paix et à la reconstruction en Afghanistan, à Paris le 12 juin 2008.

Monsieur le Secrétaire général des Nations unies,
Monsieur le Président de la République islamique d'Afghanistan,
Madame la Première Dame des Etats-Unis d'Amérique,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Chers Amis,
Cher Bernard Kouchner,

Je veux remercier l'action inlassable au service d'un Afghanistan libre, indépendant et démocratique.

Le peuple afghan a souffert au plus profond de sa chair deux décennies de tragédie. D'abord occupé, puis divisé, l'Afghanistan a été pris en otage par un régime, allié aux terroristes, régime qui représente la négation même des valeurs de l'Islam. L'islam n'a rien à voir avec la bande de terroristes qui avait pris en otage l'Afghanistan.

En 2001, le monde entier s'est mobilisé pour offrir à tous les Afghans l'espoir d'un nouvel avenir. Monsieur le Président, cher Hamid, les pays et les institutions internationales réunis aujourd'hui ont accompli à vos côtés une partie importante du chemin, mais nous sommes conscients qu'il reste beaucoup à faire. Aussi, lorsque vous m'avez demandé, lors de ma visite à Kaboul en décembre, d'accueillir en France une conférence internationale de soutien à l'Afghanistan, j'ai immédiatement accepté parce que c'est le devoir de tous les démocrates de vous aider. Parce que votre victoire ne sera pas simplement votre victoire, ce sera la victoire des valeurs d'un monde libre, respectueux de la dignité des femmes et des hommes.

J'ai accepté parce qu'il faut que nous gagnions. Nous n'avons pas le droit de perdre. J'ai accepté parce que nous avons le devoir moral d'aider le peuple afghan qui a été martyrisé. J'ai accepté parce que ce qui est en cause, c'est l'avenir d'un islam de paix et d'un islam de tolérance. Si vous me le permettez, cela dépasse de beaucoup la seule question de l'Afghanistan.

Nous devons mobiliser nos efforts, dans le prolongement des engagements pris à Londres en janvier 2006. Mais cette conférence, je souhaite qu'elle soit d'abord l'occasion d'une réflexion sur notre stratégie au service du succès.

En mars, à Bucarest, au sommet de l'Alliance atlantique nous avons choisi d'apporter une réponse globale pour : inscrire notre action dans la durée £ transférer des responsabilités de sécurité aux Afghans £ renforcer la coordination des actions civiles et militaires - nous savons bien que nous ne gagnerons pas seulement par l'action militaire -, nous rassembler sur un objectif commun : un Afghanistan stabilisé, réconcilié, débarrassé des terroristes et débarrassé de la drogue et de son trafic. Nous avons été unanimes, à Bucarest, avec le Secrétaire général des Nations unies, à nous mettre d'accord sur cette stratégie globale.

La France maintiendra son engagement en Afghanistan aussi longtemps que nécessaire pour gagner. On ne baisse pas les bras devant les terroristes. On ne cède pas devant les tortionnaires. On gagne et on reste jusqu'à ce que l'on gagne. Je l'avais annoncé à Kaboul en décembre dernier avec Bernard Kouchner, dont le nom est cher à tous les Afghans. Je le confirme solennellement aujourd'hui devant vous tous.

aujourd'hui devant vous tous.
En accord avec les autorités afghanes, nous avons donc décidé d'apporter une contribution supplémentaire à la formation de l'armée afghane et à la stabilisation du pays. Les instructeurs français sont déjà sur le terrain. Un bataillon supplémentaire sera déployé dès cet été dans l'Est de l'Afghanistan. Mesdames et Messieurs, la France est fière de l'action de ses soldats en Afghanistan parce que les soldats français servent une cause juste, celle de la paix et de la dignité humaine.
Cette présence militaire est nécessaire car la sécurité est la première condition du développement économique et social afghan. Les deux sont indissociables et c'est pourquoi j'annonce devant vous un renforcement de l'aide française à la reconstruction : elle sera plus que doublée et sera consacrée en priorité à l'agriculture et à la santé.
Il est de bon ton de critiquer ce que la communauté internationale a fait en Afghanistan. Bien sûr, il y a des difficultés, bien-sûr, il y a des lenteurs, bien-sûr, il y a des maladresses. Mais ce qui compte, ce sont les progrès accomplis depuis 2001. Six millions d'enfants, dont deux millions de filles, ont repris le chemin de l'école, cela compte que l'on en parle £ une part importante du réseau routier a été reconstruit £ les services de santé couvrent aujourd'hui l'essentiel du territoire national £ le commerce est en plein renouveau, de même que l'artisanat et les services. On ne parle pas assez de ces succès là.
Tout aussi important à mes yeux est le succès du processus politique de Bonn, qui s'est achevé en septembre 2005 avec l'élection de l'assemblée nationale afghane, où les femmes représentent plus du quart des parlementaires. Moins de cinq années seulement auront été nécessaires aux Afghans pour ancrer le fonctionnement d'institutions démocratiques dans leur pays. La participation massive des électeurs aux scrutins organisés depuis 2002 le montre : les Afghans choisissent la liberté. Nous ne sommes pas en guerre contre les Afghans, nous sommes aux côtés des Afghans contre les terroristes. Cette idée, je veux la défendre, parce que la communauté internationale n'a pas à s'excuser d'être aux côtés d'un peuple martyr. Les Afghans ont choisi de renouer avec la démocratie qu'affirmait leur Constitution de 1964.
Le peuple afghan a relevé la tête. Notre devoir est de l'aider aussi longtemps qu'il souhaitera la présence de pays amis auprès de lui. Nous ne voulons rien imposer à l'Afghanistan : nous voulons être plus efficaces au service des Afghans.
Nous voulons renforcer la coordination internationale afin que les sommes considérables qui sont dépensées soient utilisées au mieux et que les objectifs militaires ne soient pas dissociés des objectifs civils. Nous voulons parallèlement engager avec détermination l'appropriation progressive par les Afghans des mécanismes de la reconstruction. Il faut enfin qu'en aidant l'Afghanistan, en respectant ses usages ancestraux, ses élites traditionnelles, et même sa foi, le mot ne me fait pas peur. Nous ne sommes pas des colonisateurs, nous ne le serons jamais plus. Nous ne sommes pas des missionnaires, nous ne voulons pas l'être. Ces temps sont révolus. Nous voulons travailler avec le gouvernement de M. Karzaï avec respect et nous voulons obtenir des résultats. Ceux qui penseraient imposer des modèles théoriques ou bouleverser la société afghane ne feraient qu'attiser l'incompréhension, l'amertume et le ralliement aux forces les plus rétrogrades.
Une étape clé dans la coordination de nos efforts a été franchie avec la désignation récente de M. Kaï Eïde comme Représentant spécial de M. Ban Ki-moon. Je voudrais le remercier et je voudrais vous dire à tous deux, que l'on est fier de travailler avec vous. Je voudrais d'ailleurs dire à M. Ban Ki-moon, que c'était bien de voir le Secrétaire général des Nations unies dans une réunion de l'OTAN, à Bucarest, au service de la communauté internationale. Nos seuls ennemis, ce sont les terroristes, ce sont les tortionnaires, ce sont ceux qui ne respectent rien ni personne. Je voudrais vous assurer, Monsieur le Représentant spécial, du soutien total de la France dans votre mission et je voudrais vous rendre hommage pour votre détermination. Ce n'est pas si facile de trouver des femmes et des hommes qui sont prêts à aller vivre là-bas au service des idées qui sont les nôtres.
L'ampleur de la tâche reste considérable et je voudrais en terminer par-là. Il faudra encore des années de travail patient. Mais il faudra en finir avec deux obstacles majeurs.

Le premier obstacle, c'est l'action violente de groupes armés, trop souvent soutenus et alimentés en armes de l'extérieur. Ces groupes qui se trouvent en Afghanistan ou au Pakistan, je veux leur adresser un message simple : nous ne vous laisserons pas remettre en cause l'acquis de ces dernières années. Nous ne laisserons pas les écoles que nous avons financées brûlées, être mises à sac par des gens qui ne respectent rien. Et vous n'entamerez pas, je le dis à ces groupes, la détermination de la communauté internationale. Mais si des Afghans qui, aujourd'hui, sont dans l'opposition violente acceptent le dialogue et la réconciliation, ceux-là, je suis certain qu'ils trouveront toute leur place dans le nouvel Afghanistan. Il appartient aux autorités afghanes légitimes de définir les modalités qui leur permettront le retour dans la démocratie afghane.
Quant au Pakistan, il lui revient de tout mettre en oeuvre pour que les partisans de l'action violente ne trouvent pas impunément sur son sol un refuge qui leur permet de miner nos efforts en Afghanistan. Nous avons besoin que le Pakistan s'engage de façon déterminée au service d'un Afghanistan libre.
Le deuxième obstacle, c'est le trafic de drogue. Contrôlés pour une part importante par la mouvance extrémiste, les trafiquants de drogue gangrènent l'économie, gangrènent la société et même parfois l'administration afghane. La drogue alimente la guerre £ la drogue alimente la corruption. La drogue est, en Afghanistan, comme ailleurs une menace pour la paix. A la base, il y a bien sûr la culture du pavot par des paysans en quête de ressources. Mais, il y a aussi les réseaux mafieux qui prospèrent sur les trafics. Mais sans les précurseurs chimiques importés, rien ne serait possible. C'est pourquoi le Conseil de sécurité a bien voulu adopter, à l'initiative de la France, une résolution engageant une action résolue contre le trafic de ces précurseurs. Hésiter, ce serait être complice des trafiquants et des mouvements armés qui menacent la stabilité du pays.
Qu'il me soit permis, en conclusion, de rendre hommage au peuple afghan. Les Afghans sont des gens courageux, ce sont des gens dignes. L'Afghanistan est un peuple qui est resté debout au milieu des épreuves les pires que l'on puisse subir, avec des millions de victimes des années de guerre, de dictature et de barbarie. Je souhaite également, en présence de l'ensemble de la communauté internationale, rendre un hommage personnel au président Hamid Karzaï. Hamid, vous êtes un homme courageux, vous êtes un homme déterminé, vous êtes un homme dont on est fier d'être l'ami. Hamid Karzaï, sans vous, la communauté internationale ne serait pas aussi déterminée. Votre pays a bien de la chance de vous avoir. Nous sommes lucides sur les difficultés du moment, mais fiers des progrès accomplis. La reconstruction est en marche. Ce n'est pas le moment de relâcher nos efforts.
Alors que toutes les nations amies de l'Afghanistan, réunies ici par Bernard Kouchner, se disent que nous allons augmenter notre effort en faveur du peuple afghan, notre seul but c'est que le peuple afghan soit à nouveau maître de son destin et de son avenir !
Merci à tous d'avoir accepté notre invitation.
Merci à tous de vos efforts.
La France est fière d'être aux côtés d'un Afghanistan libre, dirigé par un président courageux.
Merci à tous.